

# LES ITALIENS ET L'EUROPE, CHRONIQUE D'UN DÉSENCHANTEMENT

■ DANIEL DEBOMY

Chercheur associé,  
Institut Jacques Delors  
et directeur d'OPTEM

■ EMMANUEL RIVIÈRE

ET ARNO HUSSON

Centre Kantar sur le Futur  
de l'Europe



## Résumé

Comme tout scrutin qui se déroule dans l'un des pays de l'Union européenne, les élections générales (députés et sénateurs) qui se tiendront le 4 mars en Italie intéressent tous ceux qui portent une attention soutenue à la situation de l'Europe et à son avenir, d'autant plus soutenue lorsqu'il s'agit de la 3<sup>e</sup> économie des Vingt-Sept. Mais s'agissant de ce scrutin particulier, l'enjeu va bien au-delà car les répercussions de cette élection dépasseront le cadre italien. Il n'est pas anodin pour l'Europe que l'un des pays fondateurs de son unité et l'un des plus peuplés de l'Union européenne soit affecté par une instabilité politique consécutive au scrutin de 2013 qui fut une nouvelle étape de fragilisation du bipartisme qui prévalait jusque-là, instabilité aggravée par l'échec du référendum constitutionnel de 2016.

Surtout, l'Europe est concernée au premier chef par ce scrutin, dont elle est devenue l'un des enjeux. Qu'il s'agisse de la crise économique et des politiques budgétaires, de la crise des migrants ou des revendications souverainistes, beaucoup des questions qui agitent l'Italie sont des enjeux à dimension européenne et interrogent directement et explicitement la relation avec l'UE. À ce titre, les élections du mois de mars décideront aussi de la manière dont l'Italie s'inscrira au cours des prochaines années, qui s'annoncent décisives, dans le projet européen.

C'est pourquoi l'Institut Jacques Delors et le Centre Kantar sur le Futur de l'Europe ont souhaité, à l'approche du 4 mars, apporter à ce scrutin un éclairage particulier : celui de l'histoire de l'opinion italienne à l'égard de l'Union européenne, et des griefs et des attentes qui expliquent qu'aujourd'hui l'Italie soit un des pays où les attitudes à l'égard de l'Europe soient les plus dégradées.

■ DANIEL DEBOMY

Chercheur associé,  
Institut Jacques Delors  
et directeur d'OPTEM

# LE DÉCROCHAGE ITALIEN : D'UNE EUROPHILIE SANS NUAGES À L'EUROMOROSITÉ<sup>1</sup>

## ENCADRÉ 1 ■ Des indicateurs d'opinion privilégiés

Les évolutions de l'opinion publique vis-à-vis de l'UE peuvent être observées notamment au travers de deux indicateurs qui ont été mesurés dans des conditions identiques depuis plusieurs décennies. Elles sont retracées ici depuis le printemps de 1985.

L'indicateur d'appartenance mesure la proportion des citoyens qui considèrent le fait pour leur pays de faire partie de l'UE comme une bonne chose (ou au contraire comme une mauvaise chose, ou comme une chose ni bonne ni mauvaise).

L'indicateur de bénéfice se rapporte au fait de juger (ou non) que leur pays a bénéficié de son appartenance.

Ces indicateurs ont été mesurés de six mois en six mois dans les enquêtes Eurobaromètre Standard de la Commission européenne jusqu'au printemps de 2011 (sauf pour le premier, non mesuré à l'automne de 2010) ; ils ont été repris ensuite, quoique avec une moindre fréquence, dans les enquêtes Parlemètre lancées par le Parlement européen<sup>2</sup>.

Ces enquêtes ont inclus un nombre croissant de pays à mesure que l'UE comptait davantage d'États membres ; les résultats moyens ont porté sur 10 États membres jusqu'à l'automne de 1985, 12 jusqu'à l'automne de 1994, 15 jusqu'au printemps de 2004, 25 jusqu'à l'automne de 2006, 27 jusqu'au printemps de 2013 et 28 depuis lors. Il est à noter que les moyennes européennes n'ont été que marginalement affectées lors de chacun des élargissements successifs ; on peut donc légitimement examiner les courbes d'évolution des indicateurs dans leur continuité depuis le début de la période considérée.

On y voit comment l'opinion européenne moyenne a fluctué au cours de cinq périodes successives, se rétablissant dans l'épisode le plus récent après un creux dû à la crise économique pour retrouver un niveau proche de celui (assez élevé) du début.

Certes ces indicateurs ne fournissent qu'une vision partielle de l'état de l'opinion. Dans une étude publiée par l'Institut Jacques Delors en 2016<sup>3</sup>, on avait montré par exemple que leur amélioration n'entraînait pas mécaniquement celle de la confiance. Mais, étant les seuls à être disponibles sur une période aussi longue, ils se prêtent au mieux à l'examen du phénomène de décrochage italien par rapport à la moyenne européenne, qui est l'objet premier de la présente analyse.

## 1 ■ ÉVOLUTIONS DE L'OPINION ITALIENNE : HISTORIQUE DE LA DÉGRADATION

L'évolution de l'indicateur d'appartenance italien présente au début des similitudes avec celle de l'indicateur européen d'ensemble.

- Pic d'opinions favorables au printemps de 1991 - mais à un niveau encore plus élevé (79% contre 3% défavorables, et 13% neutres), qui avait d'ailleurs déjà été atteint à plusieurs reprises au cours des quelques années précédentes.
- Déclin vers un creux atteint au printemps de 1997 - 62% contre 8%, et 21 % d'attitudes de neutralité (malgré un mieux temporaire autour de 1995).
- Simultanéité, dans la plupart des cas, des fluctuations de l'opinion italienne et de l'opinion

1. Ce texte a été établi avec le concours de Lucia Di Franco, directrice d'études de Periscope (Milan), partenaire d'Optem dans le réseau European Qualitative Network, et de Luciano Daina, ancien dirigeant d'instituts d'études italiens.

2. Absence de mesure de l'indicateur d'appartenance (outre en A10) en A11, A12, A13, P14, P15, P16 ; de l'indicateur de bénéfice de A11 à A12, de A13 à P15, en P16 et P17. (P= printemps ; A= automne).

3. Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », Institut Jacques Delors, juin 2016

européenne moyenne - avant 1997, et aussi dans les dix années suivantes : poussées vers le haut (autour de 1995, 1998, 2002, printemps de 2006) ou baisses (printemps de 1997 et de 2001, 2004, automne de 2005).

Mais, alors qu'entre 1997 et 2007 (nonobstant ces fluctuations) la tendance était globalement à la hausse pour le score européen, c'était l'inverse pour celui de l'Italie. Le second avait toujours été nettement supérieur au premier (d'au moins 10 points dans la plupart des mesures) mais l'écart diminuait en 2004, et les deux scores restaient alors peu ou prou au même niveau jusqu'à la fin de 2006.

L'indicateur italien s'est ensuite affaïssé, puis a chuté très fortement en 2008 (beaucoup plus que celui de l'UE dans son ensemble) ; après s'être nettement (mais temporairement) redressé pendant trois vagues d'enquête, il a rechuté jusqu'au printemps de 2012. On a noté ensuite un léger redressement entre 2013 et 2015, puis une nouvelle baisse sensible à l'automne de 2016. À cette date, seuls 33% des Italiens jugeaient l'appartenance de leur pays comme une bonne chose, contre 25 % (et 38 % de réponses neutres) - point le plus bas jamais atteint en plus de 30 ans.

En 2017 un léger mieux a amené ce score à 36% à l'automne, contre 18 % (et 41 % de réponses neutres), le laissant toutefois 21 points en dessous du niveau européen moyen (qui avait quant à lui progressé assez régulièrement depuis 2011). Seuls se montraient moins favorables les Chypriotes (d'un point) et les Tchèques (qu'on sait traditionnellement très réservés vis-à-vis de l'UE).

Quant à l'indicateur de bénéfice d'appartenance à l'UE, il s'est situé lui aussi à un niveau particulièrement élevé au début de la période (65%, contre 19 %, estimant au printemps de 1985 que l'Italie avait profité de son appartenance - 15 points au-dessus du score européen moyen) et est monté encore jusqu'à un pic situé à l'automne de 1988 (75% contre 12 %). Un déclin assez continu s'est alors amorcé, conduisant à un creux de 41% (contre 35 %) au printemps de 1997.

On a vu après 1997 cet indicateur fluctuer beaucoup, quoique à un niveau sensiblement meilleur, pour se trouver à 54% (contre 30 %) au printemps de 2006. Entre temps, cependant, l'écart entre le score italien et le score européen (sujets dans l'ensemble, comme pour l'indicateur d'appartenance, à des fluctuations de même sens mais d'ampleur différente) s'était amenuisé, s'inversant même à la fin de 2004 et en 2005.

Comme l'indicateur d'appartenance, celui de bénéfice a chuté ensuite brutalement jusqu'au printemps de 2008 (37% d'opinions favorables, contre 36 %), a regagné ensuite une partie du terrain perdu jusqu'à fin 2009 - début 2010, mais est retombé très bas jusqu'au printemps de 2013 (36%, contre 52 %). Après un léger mieux, constaté dans l'enquête de 2015 mais pratiquement annulé un an plus tard, il a terminé sous les 40% en 2016 et en 2017 (39%, contre 48 %, à l'automne) : une nette majorité relative d'Italiens déclare maintenant juger que le pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE.

Pendant le même temps le score européen moyen, affecté négativement lui aussi dans les premières années de crise, s'est nettement redressé à partir du printemps de 2011 (pour rappel, 64%, contre 25% à la fin de la période).

## ENCADRÉ 2 ■ Évolutions de l'opinion européenne moyenne : cinq périodes successives

On rappellera ici rapidement les constats déjà présentés dans des publications précédentes de l'Institut Jacques Delors, mettant en évidence cinq grandes périodes successives depuis 1985 :

- Une première période d'eurofaveur croissante jusqu'au printemps de 1991, correspondant à la montée en puissance du projet delorien de relance de la construction européenne : progression de 14 points de l'indicateur d'appartenance pour atteindre 71% d'avis favorables (contre 7% d'interviewés jugeant cette appartenance comme une mauvaise chose, et 17% comme une chose ni bonne ni mauvaise) ; montée de 9 points de la reconnaissance d'un effet bénéfique pour son pays, à 59% (contre 25% n'y voyant pas d'effet positif).

- Une deuxième période de très forte chute vers un niveau historiquement bas au printemps de 1997 : baisse de 25 points du score positif d'adhésion, de 18 points de celui du bénéfice. On observait que cette période avait été marquée par des controverses et des débats confus autour du Traité de Maastricht, par un fléchissement sur le plan économique, et en outre par une faible capacité de l'UE à agir avec cohérence et efficacité face à diverses crises (conflits de l'ex-Yougoslavie, maladie de la vache folle...).
- Une difficile remontée en dents de scie, jusqu'en 2007, le premier indicateur regagnant 12 points à 58% (dans la vague d'enquête d'automne) à partir de l'étiage de 1997 - mais en restant loin du sommet de 1991 -, le second 18 points (score de la vague de printemps) - retrouvant en ce qui le concerne les 59% de 1991.
- Un nouvel affaissement, coïncidant avec la crise économique et financière : assez régulier pour l'indicateur d'appartenance jusqu'à un creux mesuré à 47% au printemps de 2011 ; plus haché pour celui de bénéfice dont le point bas, à l'automne de 2010, se situait à 50%.
- Un regain sensible ensuite. A la fin de 2017 ceux qui jugeaient positivement l'appartenance de leur pays étaient 57%, contre 12% (et 28% ni positivement ni négativement) - niveau similaire à celui de l'avant crise, et au niveau initial de 1985 (mais toujours assez loin du record de 1991) ; ceux qui estimaient que leur pays en avait tiré bénéfice étaient 64% (contre 25%) - proportion en l'occurrence plus élevée que les pics précédents de 1991 et 2007.
- Entre 2011 et 2017 cette évolution était assez régulière (mis à part un léger fléchissement observé à l'automne de 2016).

Comme on l'a indiqué plus haut, cela n'empêche pas la confiance de rester très mesurée : à 41%, contre 48%, à l'automne de 2017 elle est toujours minoritaire malgré un gain de 5 points en un an. Et il en va de même des avis sur la direction actuelle des choses dans l'UE, jugée bonne par 30%, contre 47%, en dépit là aussi d'un mieux notable depuis la fin de 2016.

Les Italiens, qui étaient il y a trois décennies très europhiles, sont aujourd'hui parmi les plus eurosceptes de tous les peuples de l'UE.

Comme celles des autres Européens, leurs attitudes à l'égard de l'Union ont fluctué au fil du temps. Mais on peut identifier deux moments singuliers dans leur évolution : vers 2004 elles cessaient d'être plus positives que la moyenne européenne ; à partir de 2010-2011, à l'inverse de cette moyenne qui se redressait dans l'espoir d'une sortie de crise, l'indicateur italien continuait à fluctuer vers le bas jusqu'en 2016. L'année 2017 semble toutefois marquer une légère amélioration.

## 2. FACTEURS EXPLICATIFS DES ÉVOLUTIONS

Les développements qui suivent s'appuient notamment sur les résultats de nombreuses études qualitatives réalisées au cours de trois décennies.<sup>4</sup> On peut (sans prétendre à une analyse exhaustive) mettre en évidence des facteurs qui ont joué un rôle important.

### 2.1 Une économie à problèmes

On a souvent observé, dans les pays européens, que l'amélioration ou la détérioration des attitudes à l'égard de l'UE étaient liées à celles de la situation économique. Dans le cas qui nous occupe, on note que la croissance italienne a été l'une des plus faibles de l'UE depuis 1997.

Dans la décennie 2007-2016, qui a vu se produire un net décrochage de l'opinion en Italie par rapport à la moyenne européenne, l'économie s'est contractée de 9%. Plus spécifiquement 2008, début de deux années de décroissance du PIB, était marquée par une chute brutale de l'eurofaveur. Et le même phénomène se produisait quelques années plus tard, alors que s'amorçait une baisse du PIB de trois années consécutives entre 2012 et 2014. De nombreux Italiens ont souffert d'une baisse sensible de leurs revenus (et pour une partie d'entre eux d'une perte de valeur de leur patrimoine). Leur jugement sur la situation économique de leur pays, déjà peu riant en 2007 (36% la jugeant bonne, contre 58% au printemps) se dégradait

<sup>4</sup>. Études réalisées par Optem avec ses partenaires, notamment pour la Commission européenne, dont certaines peuvent être consultées sur le site Internet Eurobaromètre de la Commission.

davantage en même temps (13% bonne situation, contre 86% à l'automne de 2016).

En 2017, la hausse (légère) constatée de la faveur envers l'UE – mesurée par ces indicateurs comme par d'autres (image de l'UE, confiance qu'elle inspire, direction prise, optimisme pour son futur...) – va de pair avec une appréciation moins défavorable de la situation et des perspectives économiques du pays comme de l'Union après trois ans de retour à une (modeste) croissance. Pendant toute cette période, les recommandations, avertissements ou prescriptions de l'UE pour réduire le déficit public, s'attaquer au montant considérable de la dette, engager des réformes structurelles, etc. ont été vécues douloureusement par les Italiens.

On relève une chute particulière en 2007 de la confiance en l'UE (58% de confiants au printemps contre 28%, perte de 15 points six mois plus tard, et score encore inférieur de 12 points à l'automne de 2016). Celle qui s'applique à l'exécutif national (traditionnellement nettement plus basse) a en même temps pâti des mesures de rigueur que différents gouvernements ont mis en œuvre dans ce sens avec une plus ou moins grande vigueur mais sans grand succès visible au moins à court terme (37% de confiance, contre 53%, au printemps de 2007, 14 points de moins à l'automne, 8 points de baisse supplémentaire enregistrés à la fin de 2016).

## 2.2 L'euro perçu comme inflationniste et objet d'attaques virulentes

L'euro a été un objet sur lequel se sont cristallisées les frustrations, avec un sentiment largement partagé que son introduction avait entraîné de fortes hausses des prix. Le gouvernement présidé à l'époque par M. Berlusconi avait été mis en cause pour son insuffisante vigilance et sa légèreté dans les mesures d'accompagnement de la transition de la lire à la monnaie commune.

Des attaques virulentes concernant l'euro sont venues ultérieurement, jusqu'aux années récentes, de partis politiques à caractère populiste allant de Forza Italia au Mouvement Cinq Etoiles. Elles ont sans doute contribué à un certain affaïssement des attitudes favorables à l'euro, qui restent toutefois restées nettement majoritaires : les Italiens demeurent attachés au moins au principe d'une monnaie unique.

L'automne 2017 a d'ailleurs vu le soutien à l'euro gagner 5 points par rapport à la fin de 2016, à 59%, contre 30% (et 11% de non-réponses). Cela situe l'Italie peu en dessous de la moyenne européenne (61% contre 33%), mais il est vrai bien davantage en retrait de celle de la zone euro (74% contre 21). Les critiques des partis précités se sont d'ailleurs estompées ces derniers temps.

## 2.3 L'effet de positions gouvernementales délétères

Plus généralement la faveur à l'UE a pu être affectée par un euroscepticisme gouvernemental exprimé à certaines périodes.

On a noté ainsi l'affaïssement notable qui s'était produit entre 2002 et 2004, années où le gouvernement (Berlusconi) d'alors manifestait ouvertement ce scepticisme (à l'inverse d'un pro-américanisme déclaré), et prenait plusieurs décisions défavorables à la construction communautaire (résistances à l'instauration d'un espace judiciaire européen, retrait de la participation italienne au programme d'avion de transport militaire à 400M...) - conduisant à la démission du ministre des Affaires étrangères Ruggiero en désaccord avec ces positions.

## 2.4 Un lien possible avec l'image fluctuante des institutions nationales

Cette baisse faisait contraste avec un mouvement en sens inverse entre le printemps de 2001 et celui de 2002, période correspondant à la première année d'exercice de ce gouvernement.

Un phénomène similaire s'observait d'ailleurs plusieurs années plus tard, avec l'éphémère remontée des indicateurs d'opinion sur l'UE dans les débuts du troisième gouvernement Berlusconi entre 2008 et le printemps de 2010. L'interprétation en est plus délicate ; peut-être les promesses affichées par des gouvernements qui venaient d'être mis en place (et qui n'en étaient guère avares) avaient-elles suscité temporairement une amélioration de la perception des institutions de manière générale, européennes comme nationales.

Plus récemment, on peut relier le creux de l'automne de 2016 à l'échec du gouvernement Renzi au référendum sur la réforme institutionnelle.

## 2.5 L'impression de solitude face au problème de l'immigration

Sur un autre plan, le problème de l'immigration a manifestement pesé sur l'opinion italienne vis-à-vis de l'UE. Les Italiens, peu enclins à voir l'immigration favorablement (moins que la moyenne européenne, et notamment que les citoyens de maints anciens États-membres plus ouverts) n'en apparaissent pas moins comme favorables à une politique européenne en la matière, et surtout en attente de mesures concrètes pour contribuer à résoudre les problèmes qu'elle leur pose.

Il est patent qu'à leurs yeux l'UE, et en son sein d'autres États membres voisins, font preuve d'une large indifférence et d'un manque de solidarité envers leur pays qui se trouve directement exposé de par sa situation géographique, et qu'ils en ressentent amertume et sentiment d'injustice.

# EN CONCLUSION : EUROFRUSTRATION OUI, EUROPHOBIE NON ; MAIS UNE PENTE DURE À REMONTER

Les Italiens, il y a trois décennies, avaient de l'UE (plus précisément de la Communauté à l'époque) une vision très idéalisée. Au-dessus de la mère patrie, elle était une sorte de super-mère protectrice apte à remédier aux lacunes et aux manquements de celle-ci. Comme dans d'autres pays mais de manière particulièrement nette, l'idée qu'ils en avaient était de beaucoup plus favorable que leurs perceptions de leur propre système politique.

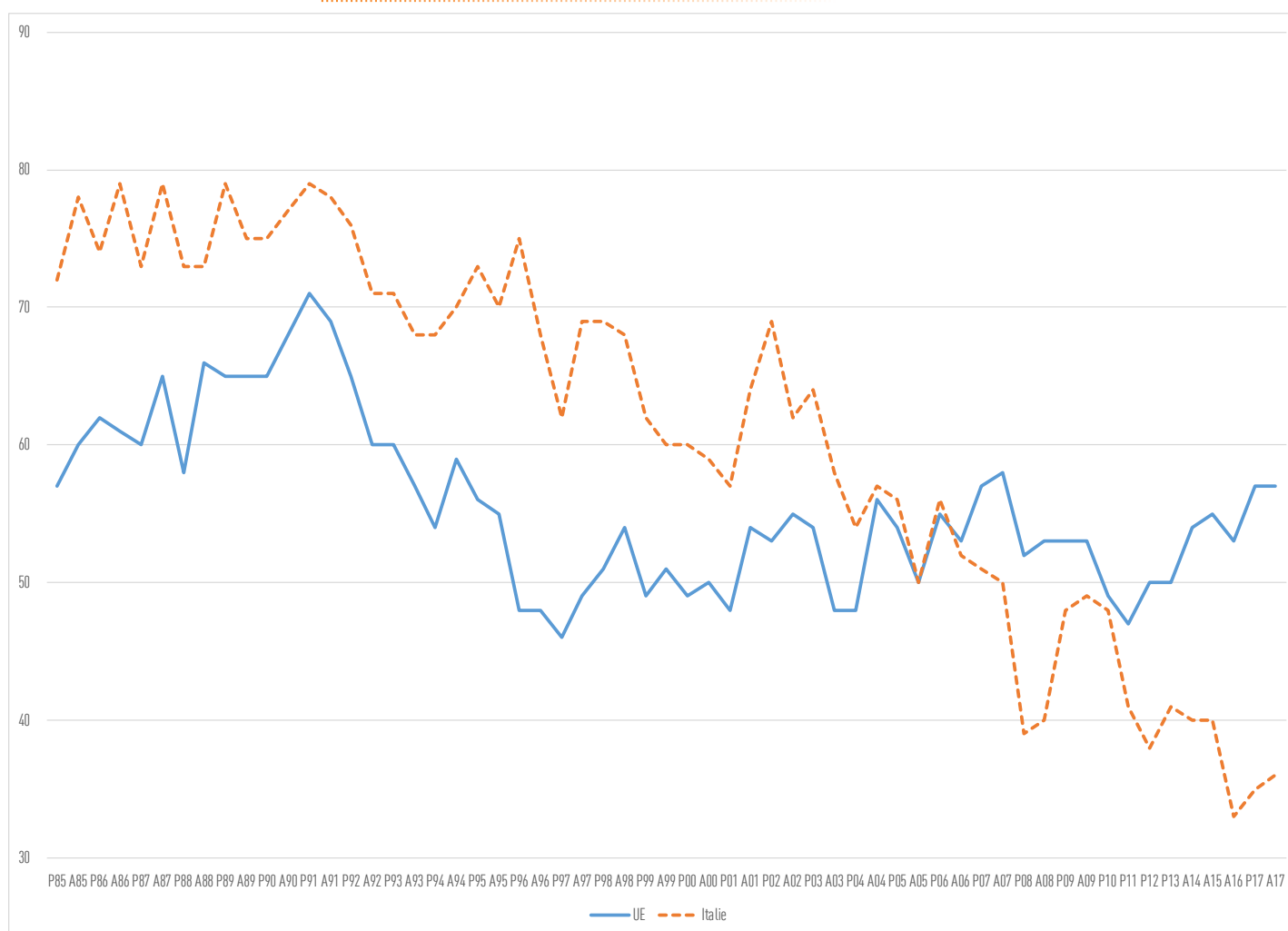
Graduellement, cet état de choses s'est dégradé, l'affection inconditionnelle s'est empreinte de désillusion, avec une forme de sentiment d'abandon. Pour reprendre l'expression de nos experts italiens, la mère aimante s'était muée en belle-mère sourcilieuse.

À la fin de 2017, seuls 36%, contre 57%, estiment que les intérêts de leur pays y sont bien pris en compte - score qui, malgré une amélioration réelle au cours de la dernière année (plus 8 points) est très inférieur à l'opinion européenne moyenne, pourtant empreinte de réserves. Interrogés sur des qualificatifs qu'ils associeraient à l'UE, ils la décrivent par exemple, par rapport à la moyenne européenne, comme moins protectrice, et plus éloignée. En même temps cependant, ils ne la voient pas moins comme moderne et efficace. Et, signe qu'ils ont sans doute conscience de problèmes que l'UE a mis en lumière plutôt que créés, 70% répondent que

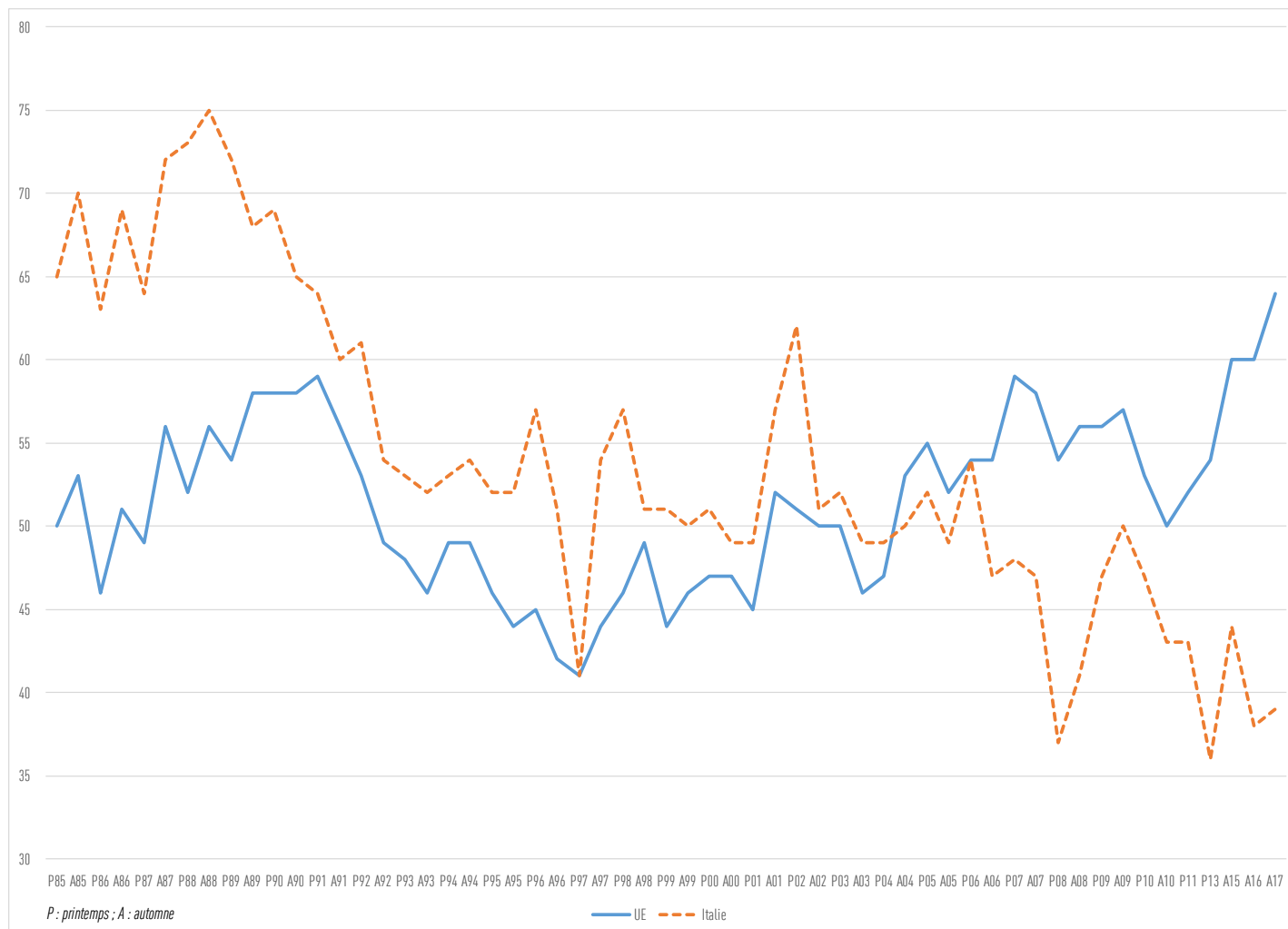
les mesures pour réduire le déficit public et la dette du pays « ne peuvent pas être retardés », 17% seulement étant d'un avis opposé - score très proche du score européen moyen. En outre, interrogés sur la vitesse souhaitée de la construction européenne, ils se montrent nettement plus que la moyenne en faveur d'une accélération (48% choisissant les réponses allant le plus dans ce sens, contre 37% dans la moyenne européenne).

En bref, les Italiens aspirent à retrouver une Europe protectrice qui aille de l'avant. En dépit de la grisaille des temps, ils ne semblent pas en avoir abandonné l'espoir. Mais il y faudra sans doute plus qu'une amélioration, même sensible, de l'économie - l'UE devant se montrer capable à nouveau de proposer un projet d'avenir mobilisateur pour qu'ils rompent vraiment avec leur profond désenchantement.

**FIGURE 1 ■ Indicateur d'appartenance : citoyens considérant l'appartenance à l'UE comme une bonne chose (en %), en Italie et dans toute l'UE**



**FIGURE 2 ■ Indicateur de bénéfice : citoyens considérant que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE (en %), en Italie et dans toute l'UE**





■ EMMANUEL RIVIÈRE  
ET ARNO HUSSON

Centre Kantar sur le Futur  
de l'Europe

# L'ITALIE CONFRONTÉE À UNE TRIPLE CRISE À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS

**Créé au sein de Kantar Public, société internationale d'étude et de recherche, le Centre Kantar sur le Futur de l'Europe a pour ambition de nourrir le débat public sur les enjeux européens, en s'appuyant notamment sur les experts nationaux de Kantar Public, leur connaissance de l'opinion publique, des mouvements politiques, tendances socioéconomiques et phénomènes migratoires au sein de l'Union européenne et chacun des pays qui la composent.**

Les élections générales italiennes de mars 2018 prochain se dérouleront sous le signe d'une triple crise : économique, migratoire et de la représentation. L'Italie a été touchée par des événements ces dernières années qui ont contribué à changer en profondeur l'opinion des Italiens à l'égard de l'Union européenne<sup>5</sup>. Dans le domaine économique, la péninsule a été particulièrement touchée par la crise financière de 2007-2008, puis par la crise des dettes souveraines de la zone euro de 2010. Par ailleurs, le pays a été fortement frappé par la crise migratoire qui atteint son pic en 2015, notamment parce qu'il constitue l'un des principaux points d'entrées dans l'Union européenne, de par sa position géographique dans le sud de la Méditerranée. L'Italie (tout comme la Grèce, et à un degré moindre, Chypre et Malte) est l'un des pays où les réfugiés essayant d'atteindre l'Europe dans des embarcations de fortune arrivent en plus grand nombre. D'ailleurs, depuis la signature de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie en mars 2016, l'Italie a même dépassé la Grèce en termes de nombre de réfugiés arrivant sur ses côtes (presque 120 000 en Italie pour presque 30 000 en Grèce pour l'année 2017)<sup>6</sup>. Dans le domaine politique enfin, la crise de la représentation est alimentée en partie par l'instabilité gouvernementale historique liée au système bicamériste italien, ainsi que par la tentative avortée de réforme de ce système en 2016 qui a mené à la démission du président Renzi et à son remplacement par le gouvernement Gentiloni actuellement en place.

Cette triple crise est également un défi pour l'Europe : en effet, elle participe incontestablement à expliquer la défiance croissante des Italiens envers l'Union européenne. Le soutien à l'UE a ainsi fortement baissé depuis le début du siècle en Italie : à l'automne 2001<sup>7</sup>, à la veille de l'introduction de l'euro, la confiance en l'UE était à son plus haut (65% de « plutôt confiance »). À ce moment-là, elle était même plus haute que dans la plupart des pays de l'UE, et a continué à l'être jusqu'au printemps 2007, quelques mois avant la crise des subprimes aux États-Unis, qui a marqué le début de la crise économique mondiale. La défiance est aujourd'hui majoritaire : à l'automne 2017, 52% des Italiens déclarent n'avoir « plutôt pas confiance » en l'Union (contre 34% de « plutôt confiance »)<sup>8</sup>, un résultat plus mauvais que celui de la moyenne européenne (48% de défiance contre 41% dans l'ensemble de l'UE28).

Plus inquiétant encore, alors qu'à l'automne 2012, les Italiens rejetaient très majoritairement l'idée que leur pays puisse « mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'UE » (56% « pas d'accord », contre 29% « d'accord »<sup>9</sup>), ils sont désormais majoritaires (46% « d'accord », contre 43% « pas d'accord » à l'automne 2017). Cette évolution ne se transpose pas au niveau de l'UE28, avec une opposition à cette proposition fluctuant entre 55% et 60% entre 2012 et aujourd'hui.

Dans cette analyse, nous étudierons successivement les questions économiques, migratoires, ainsi que le rapport des Italiens à leurs institutions et leurs représentants nationaux, en étudiant en particulier leur impact sur l'opinion à l'égard de l'Union européenne.

5. Dans l'article proposé par ailleurs par Daniel Debomy, pour l'Institut Jacques Delors, l'opinion des Italiens à l'égard de l'UE est analysée dans le temps long.

6. <http://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>

7. Eurobaromètre standard de l'automne 2001, EB56, octobre-novembre 2001

8. Eurobaromètre standard de l'automne 2017, EB88, novembre 2017. Lorsque que ce n'est pas précisé, les données utilisées dans cette note sont issues de cette enquête Eurobaromètre.

9. Eurobaromètre standard de l'automne 2012, EB78, novembre 2012

# 1. UNE ÉCONOMIE EN CONVALESCENCE

L'Italie a été pendant plusieurs années confrontée à une crise économique affectant sa croissance et ses emplois conjointement à de hauts niveaux de taxation et de dette.

Les dernières prévisions de la Commission européenne<sup>10</sup> anticipaient une croissance économique italienne de 1,5% en 2017, soit le taux le plus bas de l'UE28. Les prévisions pour 2018 ne sont pas meilleures : à 1,5%, la croissance italienne serait l'avant-dernier élève de l'Union, devant le Royaume-Uni (1,4%).

Sur le terrain de l'emploi, le taux de chômage en Italie est plus important que ceux de l'ensemble de la zone euro (10,8% en décembre 2017 contre une moyenne de 8,7%) et de l'ensemble de l'UE (7,3%).<sup>11</sup> Seuls Chypre, l'Espagne et la Grèce<sup>12</sup> affichent un taux de chômage supérieur. Si l'on s'intéresse aux jeunes, le constat est encore plus sombre : toujours en décembre 2017, 32,2% des moins de 25 ans étaient au chômage en Italie, contre 17,9% dans la zone euro et 16,1% dans l'UE.

Même si le chômage a baissé significativement sur l'année 2017 (-1 point en Italie depuis décembre 2016), une décreue similaire à celle de la zone euro (-1 point) et de l'Union européenne (-0,9 point), la situation de l'emploi reste préoccupante.

Deux autres indicateurs illustrent également les difficultés économiques auxquelles l'Italie est confrontée. Le niveau de la dette d'abord : elle a atteint les 132% de PIB en 2016, le second pire ratio de l'UE derrière la Grèce (180,8%). Ces chiffres sont à mettre en perspective avec la moyenne de la zone euro : 91,1% en 2016.<sup>13</sup>

Enfin le niveau de taxation en Italie se démarque également du reste de l'Union européenne. Se situant en 2015 à 43,2% du PIB, les recettes fiscales italiennes distancent celles de la zone euro (40,2%) et de l'UE (38,7%), mais se classent derrière celles de la Suède, de l'Autriche, de la Finlande, de la Belgique, de la France et du Danemark.<sup>14</sup>

Ce contexte économique dégradé se traduit logiquement sur l'opinion publique italienne, et en particulier sur les indicateurs de perception de la situation économique. Malgré une légère amélioration par rapport au printemps 2014, la situation de l'économie italienne était, à l'automne 2017, jugée mauvaise par 80% des Italiens (contre 19% qui la jugent « bonne »)<sup>15</sup> soit un score supérieur de 31 points à la moyenne des 28 États membres (49% « mauvaise », contre 48% « bonne » dans l'UE28).

10. [https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/european-economic-forecast-winter-2018-interim\\_en](https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/european-economic-forecast-winter-2018-interim_en)

11. <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/8631701/3-31012018-BP-FR.pdf/e52b92c4-9cd1-4e3e-9757-01df5f42ef33>

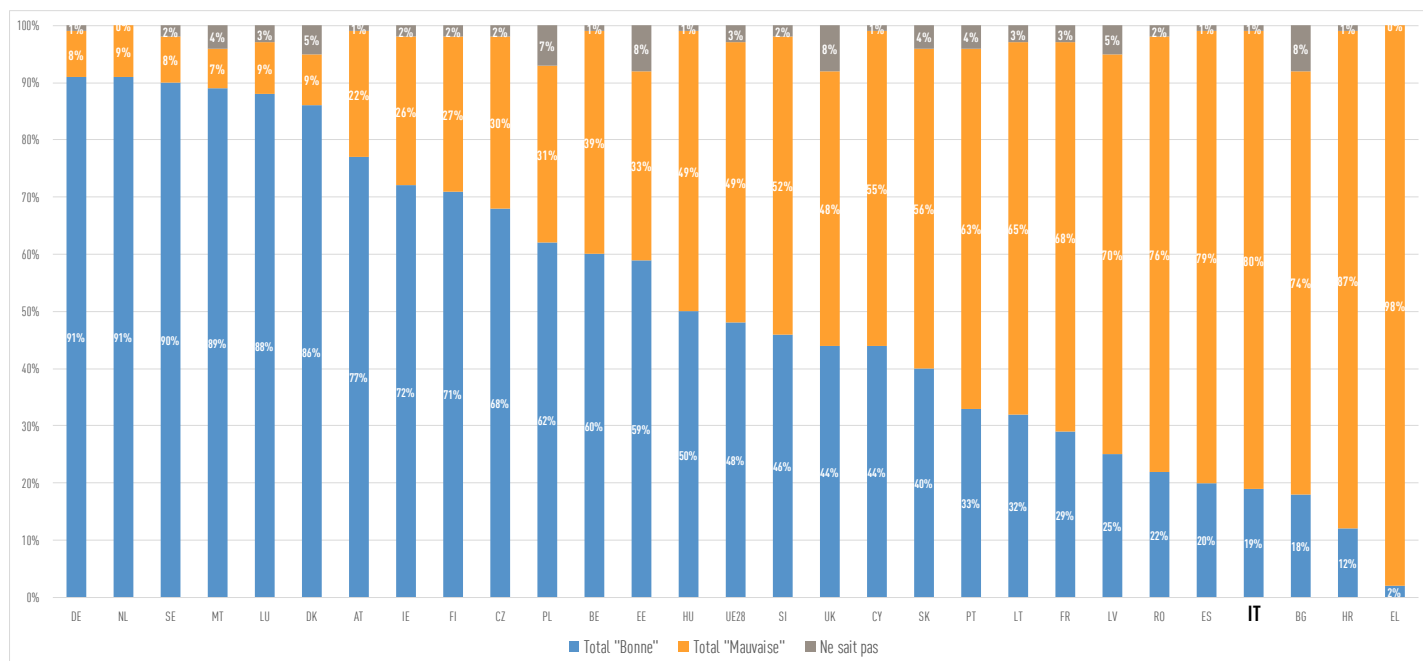
12. Grèce : données d'octobre 2017

13. [https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/european-economic-forecast-autumn-2017\\_en](https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/european-economic-forecast-autumn-2017_en)

14. [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/business/economic-analysis-taxation/data-taxation\\_en](https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/economic-analysis-taxation/data-taxation_en)

15. Eurobaromètre standard de l'automne 2017, novembre 2017

**FIGURE 1 ■ Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie (nationalité) (%)**



Ce jugement négatif ne concerne pas seulement la situation économique du pays : presque six Italiens sur dix jugent la situation de l'économie européenne comme mauvaise (58%, soit le niveau le plus haut de toute l'Union européenne). Ce constat s'étend à l'emploi : 83% des Italiens jugent que la situation de l'emploi dans leur pays est mauvaise, pour 54% en moyenne dans l'UE28.

Un dernier nuage termine enfin de noircir le portrait de la situation économique italienne : à l'automne 2017, plus d'un Italien sur deux confesse avoir eu des difficultés – la plupart du temps ou de temps en temps – à payer ses factures sur ces douze derniers mois (59% pour 30% au niveau européen).

L'ordre hiérarchique des problèmes les plus importants auxquels les Italiens sont personnellement confrontés, est logiquement influencé par cette situation économique dégradée : ils citent en effet d'abord les impôts (27%), devant l'inflation (21%) et le chômage (16%). Ces questions économiques restent à des niveaux importants lorsqu'on s'intéresse aux problèmes auxquels l'Italie doit faire face (avec respectivement 16%, 11% et surtout 42% de citations, en première position).

## 2. L'IMMIGRATION : UN POINT DE CRISPATION MAJEUR

En revanche, lorsqu'on s'intéresse aux principaux problèmes auxquels l'UE doit faire face actuellement, les questions économiques sont un peu moins citées (8% pour les impôts, 8% pour l'inflation, et 23%, quand même, pour le chômage). Ces préoccupations « européennes » sont dominées par l'immigration (38%) et le terrorisme (34%). On note d'ailleurs que dans les préoccupations nationales, l'immigration est en deuxième position, citée par 33% les Italiens (pour 22% dans la moyenne européenne, également au deuxième rang), alors que la problématique du terrorisme n'est plus citée que par 13%. Si le problème du terrorisme est perçu comme un

sujet essentiellement européen, l'immigration est un sujet de préoccupation aussi bien au niveau européen qu'au niveau national.

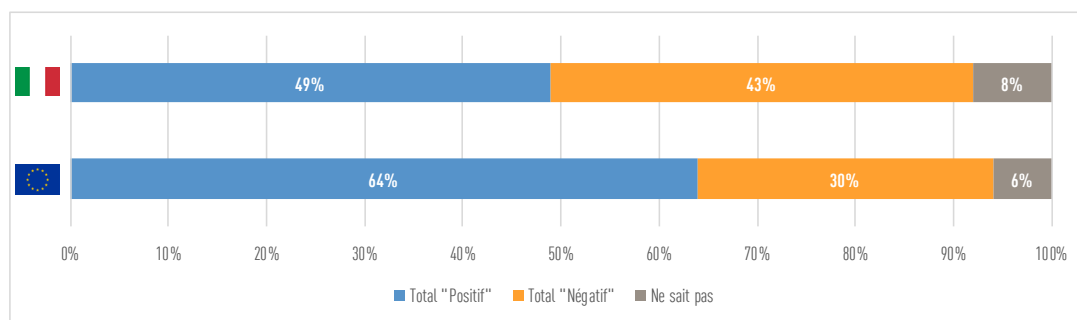
Cette question migratoire est donc bien un sujet de crispation en Italie : près de six Italiens sur dix expriment un sentiment négatif concernant l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE (59% contre 32% « positif »), soit cinq points au-dessus de la moyenne européenne. Par ailleurs, seuls 38% d'entre eux estiment que les immigrés apportent beaucoup à leur pays (contre 55% « pas d'accord »), alors que c'est l'opinion d'une étroite majorité d'Européens (48% contre 45%).

Aujourd'hui cette crispation concerne également l'immigration de personnes venant d'autres États membres de l'UE : avec 49% de sentiment positif (contre 43% « négatif »), l'Italie se classe au dernier rang de l'Union européenne sur cette question (à égalité avec Chypre et la Slovaquie).

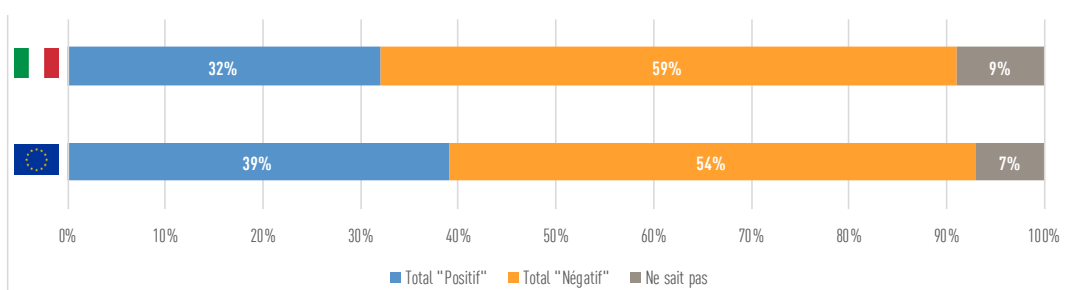
**FIGURE 2** ■ « Veuillez me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes vous évoque un sentiment positif ou négatif »



**L'immigration de personnes venant d'autres États membres de l'UE**



**L'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE**



Plus spécifiquement, l'opinion italienne est divisée en deux sur la question de l'aide aux réfugiés : 48% sont 'd'accord' avec la proposition selon laquelle l'Italie doit aider les réfugiés, contre 44% 'pas d'accord'. Sans faire partie des pays les plus négatifs sur cette question (on note en effet des taux de 'pas d'accord' de 67% en République tchèque, et 66% en Hongrie), l'Italie reste bien en-deçà de la moyenne européenne (27% 'pas d'accord' contre 67% 'd'accord').

Cette crispation sur la question migratoire se traduit par de fortes attentes concernant l'action de l'Union européenne : 88% des Italiens souhaitent que des mesures supplémentaires soient prises pour combattre l'immigration irrégulière de personnes venant de pays en dehors de l'UE, dont 34% au niveau de l'UE, 26% au niveau national et 28% aux deux niveaux (cette dernière réponse étant exprimée de manière spontanée). Cette préférence pour des solutions mises en place par l'UE est confirmée par le fort soutien en faveur d'une politique européenne commune en matière de migration (70% en Italie, pour 69% dans l'ensemble de l'UE28).

### 3. UN DÉFICIT DE CONFIANCE CONSÉQUENT VIS-À-VIS DES INSTANCES DE REPRÉSENTATION LOCALES, NATIONALES ET EUROPÉENNES

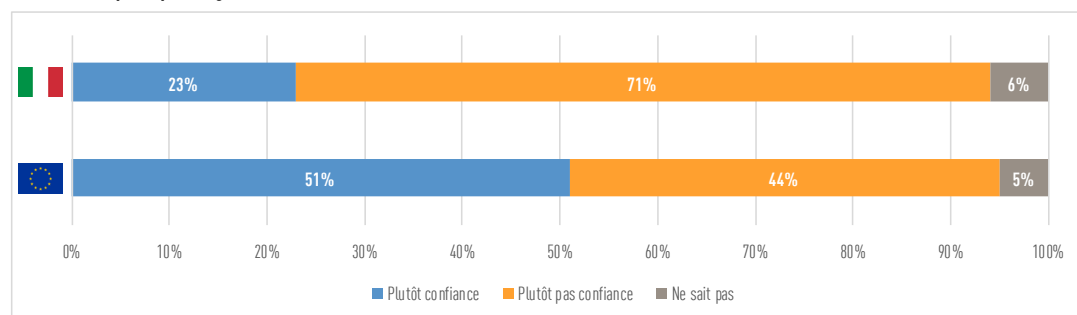
Même si l'ensemble des Européens font preuve d'une très grande défiance à l'égard de leurs partis politiques (18% « plutôt confiance », contre 77% « plutôt pas confiance »), les Italiens le sont encore plus : seuls 13% ont confiance dans leurs partis politiques, contre 83% « plutôt pas confiance ».

À l'approche des élections du 4 mars, les personnes interrogées en Italie se montrent également très sévères à l'égard de leurs institutions locales et nationales : moins d'un quart d'entre eux ont confiance dans les autorités publiques régionales ou locales (23% contre 71% « plutôt pas confiance », pour 51% contre 44% pour l'ensemble des Européens), et seuls 17% des Italiens ont « plutôt confiance » envers leur gouvernement (contre 78% « plutôt pas confiance », pour un rapport de 36/59 au niveau européen).

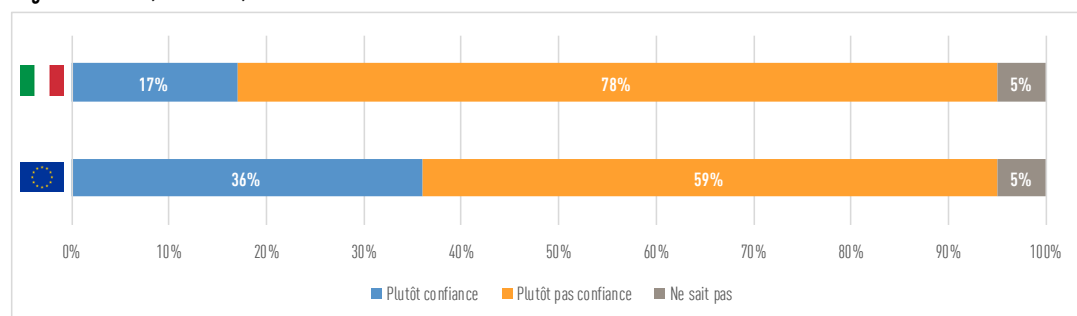
Toujours majoritairement critiques, ils sont cependant plus indulgents vis-à-vis de l'Union européenne, avec 34% de réponses « plutôt confiance », contre 52% 'plutôt pas confiance', le rapport étant de 41/48 pour l'ensemble des Européens.

**FIGURE 3** ■ « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. »

#### Les autorités publiques régionales ou locales

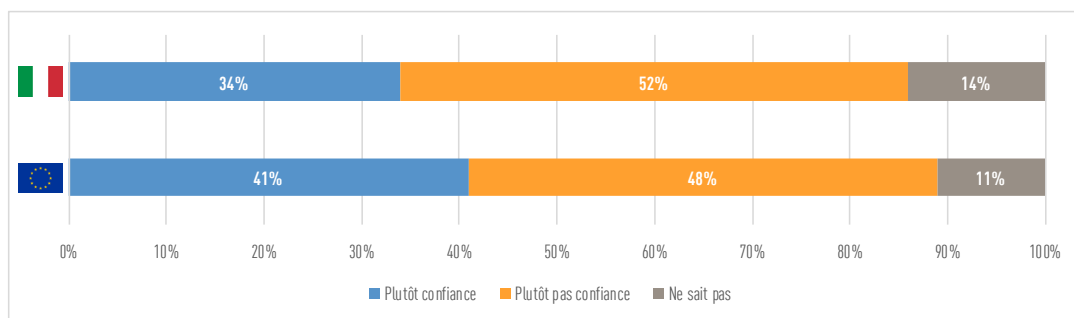


#### Le gouvernement (nationalité)\*



\* En Italie, l'item lu aux personnes interrogées était « Le Gouvernement italien »

### L'Union européenne



L'opinion publique italienne est tout aussi critique en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie dans leur pays : l'Italie fait partie des cinq États de l'UE les plus sévères sur cette question avec seulement 36% d'Italiens satisfaits, devant la Roumanie (33%), la Lituanie (32%), la Croatie (27%) et la Grèce (23%). Sur le fonctionnement de la démocratie dans l'UE, l'Italie fait partie des trois pays les plus critiques, avec 41% de satisfaction devant le Royaume-Uni (40%) et la Grèce (27%).

Conséquence de cette défiance à l'égard des institutions et de ces critiques sur le fonctionnement de la démocratie, moins d'un tiers des Italiens estiment que leur voix compte dans leur pays (32%, contre 62% « pas d'accord »). Les résultats sont pratiquement inverses au niveau de l'UE, avec un rapport d'opinion de 59/37.

De la même manière, peu d'Italiens ont le sentiment que leur voix compte dans l'UE : 29% « d'accord », contre 64% « pas d'accord ». À titre de comparaison, les Européens sont en moyenne nettement plus divisés (44% contre 50%).

#### ENCADRÉ 1 ■ Analyse socio-démographique

**L'analyse sociodémographique révèle un certain nombre de fractures au sein de la société italienne.** Cette triple crise est ainsi particulièrement marquée pour certaines catégories d'Italiens. C'est notamment le cas **des seniors (personnes âgées de 55 ans et plus), des chômeurs**, ou de ceux qui **déclarent avoir fréquemment des difficultés à payer leurs factures en fin de mois**.

La perception de ces différentes crises augmente avec l'âge des répondants. On note ainsi que **seuls 25% des 55 ans et plus jugent positivement la situation de l'économie de l'UE**, pour 46% des 15-24 ans et 36% des 25-54 ans. L'analyse selon la catégorie socio-professionnelle est également éclairante sur les divisions de la société italienne : l'opinion selon laquelle **les immigrés apportent beaucoup** à l'Italie est majoritaire auprès des cadres (55%) et des étudiants (50%), mais **peu répandue chez les chômeurs (21%)** et les retraités (26%). Enfin des variations communes à ces trois crises sont constatées en fonction de la situation financière des personnes interrogées. Ainsi, 6% seulement de ceux qui rencontrent la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures estiment que **[leur] voix compte dans l'UE**, pour 39% de ceux qui ne sont jamais ou pratiquement jamais confrontés à ce type de difficultés.

**Dans l'ensemble, ces clivages d'âge, de catégories socio-professionnelles et de situation financière existent pour chacune des trois crises.**

**Logiquement, on retrouve ces variations sur les opinions à l'égard de l'Union européenne.** Ainsi, la confiance dans l'UE diminue graduellement avec l'âge : 45% des 15-24 ans ont confiance dans l'Union, pour 42% des 25-39 ans, 37% des 40-54 ans et 26% seulement des 55 ans et plus. De même, la confiance dans l'UE est majoritaire auprès des étudiants (53%) et des cadres (52%), mais très faible chez les chômeurs (18%) et les femmes et hommes au foyer (21%). Enfin, le clivage est également marqué entre ceux qui n'ont peu ou pas de difficultés à payer leurs factures (44% de confiance, contre 45% de défiance), et ceux qui rencontrent ce type de difficultés la plupart du temps (12/72).

#### **Des différences régionales marquées**

On constate enfin que les opinions à l'égard de l'Union européenne diffèrent d'une région à l'autre. Dans la plupart des cas, les opinions sur l'UE sont davantage positives dans les régions du Nord et de l'Est, que dans le Centre ou le Sud : par exemple, la confiance dans l'UE est majoritaire auprès des habitants du Nord-Ouest (49% 'plutôt confiance', contre 30% 'pas confiance'), mais nettement minoritaire dans le Centre (32/67) et dans le Sud (27/53).

## 4. UN (DOUBLE) PARADOXE ITALIEN ?

Pour autant, au-delà de ces difficultés, une majorité d'Italiens soutient les différentes politiques communautaires, même si ce soutien est toujours en-dessous de la moyenne européenne (à l'exception de l'idée d'une politique européenne commune en matière de migration). Ainsi les Italiens soutiennent « la libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE » (68% « pour », 21% « contre »), « une politique étrangère commune aux 28 États membres de l'UE » (64/23), « une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'UE » (67/23), « une politique énergétique commune des États membres de l'UE » (62/25) et « un marché digital unique au sein de l'UE » (56/26). Les Italiens soutiennent également majoritairement « une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » (59/30), même s'ils sont au dernier rang des 19 États membres de la zone euro sur cette question<sup>16</sup>.

Il semble donc qu'il existe une sorte de paradoxe italien : alors qu'ils se montrent particulièrement critiques à l'égard de l'Union, et qu'ils font même de l'Italie l'un des deux seuls États membres qui considère que « leur pays pourrait mieux faire face au futur s'il était en dehors de l'UE » (46% « d'accord » contre 43% « pas d'accord »), les Italiens restent cependant majoritairement en faveur des politiques européennes communes, et sont même parmi les plus nombreux à considérer que plus de décisions devraient être prises au niveau de l'UE (61% « d'accord », à la septième place sur 28). À la différence des Britanniques, souvent critiques à l'égard des actions de l'UE, les Italiens semblent au contraire regretter que l'Union n'agisse pas davantage, et plus efficacement.

On relève, par ailleurs, un deuxième paradoxe : sur certains indicateurs, les Italiens font montre d'un optimisme qui, bien que modéré, peut surprendre, au regard de la description assez sombre qu'on vient de dresser de l'état de leur opinion publique. Ainsi, la proportion d'Italiens affirmant que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée est en hausse de deux points par rapport au printemps 2017 à 49%, soit un score tout juste supérieur à la moyenne européenne (48%). Enfin, 31% des Italiens jugent que les douze prochains mois seront meilleurs en ce qui concerne la situation économique en Italie (contre 29% « moins bons »). Si ce score reste mitigé, il est cependant en amélioration de trois points par rapport à l'enquête précédente, et supérieur à la moyenne européenne (27%).

## CONCLUSION

Ces lueurs d'espoir sont trop fragiles pour empêcher que les Italiens, par leur vote (ou leur non vote, d'ailleurs), expriment leur désarroi et leur mécontentement à l'égard de leurs dirigeants le 4 mars, dans les urnes. Si ces élections débouchent sur une crise politique ou un compromis peu convaincant, il est à craindre que l'optimisme renaissant des Italiens soit étouffé dans l'œuf. Mais si le scrutin accouche d'une solution et de dirigeants capables d'incarner un fort changement, alors le nouveau pouvoir pourrait peut-être faire fructifier ces signes encourageants, et obtenir une amélioration du climat politique plus rapide que prévue. Reste qu'une condition de réussite ne dépend pas uniquement de la prochaine équipe gouvernementale. Seule la solidarité européenne sera capable de convaincre les Italiens qu'une solution est en vue sur les problèmes des réfugiés.

<sup>16</sup>. Cette question est davantage développée dans l'article proposé par ailleurs par Daniel Debomy, pour l'Institut Jacques Delors.

## SUR LE MÊME THÈME

---

- Pascal Lamy, Sébastien Maillard, Henrik Enderlein et Daniel Debomy, « [Évolution des opinions publiques](#) », Institut Jacques Delors et Jacques Delors Institut - Berlin, septembre 2017
- Daniel Debomy et Alain Tripier, « [Les opinions publiques européennes et l'UE après le pic de crise migratoire](#) », Policy Paper n°201, Institut Jacques Delors, juillet 2017
- Daniel Debomy, « [L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises \(2005-2015\)](#) », Étude, Institut Jacques Delors, juin 2016
- Daniel Debomy, « [L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise \(2007-2012\)](#) », Policy Paper n°90, Institut Jacques Delors, mars 2013

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors